

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2019/02 DU 26 JANVIER 2019

	<u>Pages</u>
Ministère du travail	1
Ministère de l’agriculture et de l’alimentation	(*)

(*) Aucun texte du ministère chargé de l’agriculture dans le *BO* n° 02

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2019/02

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Architecture (entreprises) : avenant du 13 septembre 2018 relatif au taux d'appel prévoyance	5
Architecture (entreprises [Alsace]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 22 novembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Alsace).....	8
Architecture (entreprises [Aquitaine]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Aquitaine).....	9
Architecture (entreprises [Auvergne]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 1 ^{er} décembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Auvergne).....	10
Architecture (entreprises [Basse-Normandie]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 27 novembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Basse-Normandie)	11
Architecture (entreprises [Bourgogne]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 22 janvier 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Bourgogne)	12
Architecture (entreprises [Bretagne]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 19 décembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Bretagne).....	13
Architecture (entreprises [Centre]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Centre)	14
Architecture (entreprises [Champagne-Ardenne]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 4 décembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Champagne-Ardenne)	15
Architecture (entreprises [Corse]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 4 janvier 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Corse).....	16
Architecture (entreprises [Franche-Comté]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 12 décembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Franche-Comté).....	17
Architecture (entreprises [Guadeloupe]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord salarial du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Guadeloupe)	18
Architecture (entreprises [Guyane]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 20 décembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Guyane)	19
Architecture (entreprises [Haute-Normandie]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Haute-Normandie)	20

Architecture (entreprises [Île-de-France]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Île-de-France).....	21
Architecture (entreprises [Languedoc-Roussillon]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Languedoc-Roussillon)	22
Architecture (entreprises [La Réunion]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (La Réunion)	23
Architecture (entreprises [Limousin]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 24 novembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Limousin)	24
Architecture (entreprises [Lorraine]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord salarial du 21 novembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Lorraine)	25
Architecture (entreprises [Martinique]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord salarial du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Martinique)	26
Architecture (entreprises [Midi-Pyrénées]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 8 décembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Midi-Pyrénées)	27
Architecture (entreprises [Nord - Pas-de-Calais]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 19 janvier 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Nord Pas de Calais)	28
Architecture (entreprises [Pays de la Loire]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 8 janvier 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Pays de la Loire)	29
Architecture (entreprises [Picardie]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Picardie)	30
Architecture (entreprises [Poitou-Charentes]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 janvier 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Poitou-Charentes)	31
Architecture (entreprises [Provence-Alpes-Côte d'Azur]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 1 ^{er} décembre 2017 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Provence-Alpes-Côte d'Azur)	32
Architecture (entreprises [Rhône-Alpes]) : avenant du 18 octobre 2018 à l'accord du 15 février 2018 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2018 (Rhône-Alpes).....	33
Bois (travail mécanique, scieries) : accord du 20 septembre 2018 relatif aux salaires minima au 1 ^{er} septembre 2018 (brosserie).....	34
Huissiers de justice (personnel) : avenant n° 64 du 27 novembre 2018 relatif à la grille des salaires au 1 ^{er} janvier 2019	38
Métallurgie (Gard et Lozère) : accord du 20 novembre 2018 relatif aux rémunérations annuelles garanties et à la valeur du point pour l'année 2018	40
Métallurgie (Loiret) : avenant du 30 novembre 2018 relatif à l'interprétation de l'accord du 5 juillet 2018 sur les rémunérations	44
Pompes funèbres : accord du 26 novembre 2018 modifiant l'article 124.4 de la convention (Délégués syndicaux)	46
Portage salarial (salariés) : avenant n° 5 du 26 novembre 2018 relatif au développement du dialogue social et à son financement	49
Quincaillerie (employés et personnels de maîtrise, cadres) : avenant du 25 octobre 2018 modifiant l'avenant du 25 janvier 2018 relatif aux salaires conventionnels minima	52
Récupération (industries et commerce) : accord du 4 octobre 2018 relatif aux salaires au 1 ^{er} janvier 2019	54

Récupération (industries et commerce) : avenant du 4 octobre 2018 modifiant l'avenant du 9 décembre 2014 relatif au régime de prévoyance complémentaire	56
Tourisme social et familial (organismes) : avenant n° 63 du 20 novembre 2018 relatif aux salaires minima conventionnels.....	60
Verre, vitrail et cristal (professions regroupées) : accord du 15 novembre 2018 relatif aux salaires minima au 1 ^{er} juin 2018	62
Vins, jus de fruits, spiritueux : accord du 25 septembre 2018 relatif à la modification de l'article B.148 CDD saisonniers	65

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 13 SEPTEMBRE 2018
RELATIF AU TAUX D'APPEL PRÉVOYANCE

NOR : ASET1950034M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations syndicales ont convenu de modifier les taux d'appel prévoyance de la façon suivante : les taux contractuels restent à 1,80 mais sont reventilés entre la part patronale et la part salariale, et les taux appelés passent pour les non-cadres en tranche A et tranche B à 1,26 et pour les cadres à 1,92 en tranche A et 2,34 en tranche B, comme indiqué dans les tableaux ci-joints.

Fait à Paris, le 13 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)
(Voir tableaux pages suivantes.)

Taux appelés à compter du 01/10/2018	Taux appelés		dont part patronale		dont part salariale	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
DÉCÈS	0,12	0,12	0,12	0,12		
DÉCÈS ACCIDENTEL	0,03	0,03	0,03	0,03		
DÉCÈS ACCIDENT DE LA CIRC.						
RENTE ÉDUCATION	0,08	0,08	0,08	0,08		
RENTE DE CONJOINT						
DOUBLE EFFET	0,01	0,01	0,01	0,01		
FRAIS OBSÈQUES						
PASSIF DÉCÈS						
RENTE HANDICAP	0,04	0,04	0,04	0,04		
MAINTIEN DE SALAIRE	0,51	0,51	0,51	0,51		
INCAPACITÉ	0,13	0,13			0,13	0,13
INVALIDITÉ	0,34	0,34	0,13	0,13	0,21	0,21
PASSIF ARRÊT DE TRAVAIL						
TOTAL	1,26	1,26	0,92	0,92	0,34	0,34
<i>Ventilation</i>			73%	73%	27%	27%
Taux contractuels à compter du 01/10/2018	Taux contractuels		dont part patronale		dont part salariale	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
DÉCÈS	0,17	0,17	0,17	0,17		
DÉCÈS ACCIDENTEL	0,04	0,04	0,04	0,04		
DÉCÈS ACCIDENT DE LA CIRC.						
RENTE ÉDUCATION	0,11	0,11	0,11	0,11		
RENTE DE CONJOINT						
DOUBLE EFFET	0,01	0,01	0,01	0,01		
FRAIS OBSÈQUES						
PASSIF DÉCÈS						
RENTE HANDICAP	0,06	0,06	0,06	0,06		
MAINTIEN DE SALAIRE	0,73	0,73	0,73	0,73		
INCAPACITÉ	0,19	0,19			0,19	0,19
INVALIDITÉ	0,49	0,49	0,19	0,19	0,30	0,30
PASSIF ARRÊT DE TRAVAIL						
TOTAL	1,80	1,80	1,31	1,31	0,49	0,49
<i>Ventilation</i>			73%	73%	27%	27%

Taux appelés à compter du 01/10/2018	Taux appelés		dont part patronale		dont part salariale	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
DÉCÈS	0,59	0,59	0,59	0,59		
DÉCÈS ACCIDENTEL	0,09	0,09	0,09	0,09		
DÉCÈS ACCIDENT DE LA CIRC.						
RENTE EDUCATION	0,20	0,20	0,20	0,20		
RENTE DE CONJOINT						
DOUBLE EFFET	0,01	0,01	0,01	0,01		
FRAIS OBSÈQUES						
PASSIF DÉCÈS						
RENTE HANDICAP	0,04	0,04	0,04	0,04		
MAINTIEN DE SALAIRE	0,20	0,20	0,20	0,20		
INCAPACITÉ	0,22	0,36	0,00	0,00	0,22	0,36
INVALIDITÉ	0,57	0,85	0,57	0,49	0,00	0,36
PASSIF ARRÊT DE TRAVAIL						
TOTAL	1,92	2,34	1,70	1,62	0,22	0,72
<i>Ventilation</i>			89%	69%	11%	31%
Taux contractuels à compter du 01/10/2018	Taux contractuels		dont part patronale		dont part salariale	
	TA	TB	TA	TB	TA	TB
DÉCÈS	0,84	0,84	0,84	0,84		
DÉCÈS ACCIDENTEL	0,13	0,13	0,13	0,13		
DÉCÈS ACCIDENT DE LA CIRC.						
RENTE EDUCATION	0,28	0,28	0,28	0,28		
RENTE DE CONJOINT						
DOUBLE EFFET	0,01	0,01	0,01	0,01		
FRAIS OBSÈQUES						
PASSIF DÉCÈS						
RENTE HANDICAP	0,06	0,06	0,06	0,06		
MAINTIEN DE SALAIRE	0,63	0,63	0,63	0,63		
INCAPACITÉ	0,22	0,36			0,22	0,36
INVALIDITÉ	0,57	1,03	0,36	0,36	0,21	0,67
PASSIF ARRÊT DE TRAVAIL						
TOTAL	2,74	3,34	2,31	2,31	0,43	1,03
<i>Ventilation</i>			84%	69%	16%	31%

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 22 NOVEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(ALSACE)
NOR : ASET1950027M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(AQUITAINE)
NOR : ASET1950026M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(AUVERGNE)
NOR : ASET1950029M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(BASSE-NORMANDIE)
NOR : ASET1950028M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 22 JANVIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(BOURGOGNE)
NOR : ASET1950005M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(BRETAGNE)
NOR : ASET1950013M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(CENTRE)
NOR : ASET1950030M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 4 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(CHAMPAGNE-ARDENNE)
NOR : ASET1950014M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 4 JANVIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(CORSE)
NOR : ASET1950009M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(FRANCHE-COMTÉ)
NOR : ASET1950010M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(GUADELOUPE)
NOR : ASET1950011M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 20 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(GUYANE)
NOR : ASET1950012M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(HAUTE-NORMANDIE)
NOR : ASET1950024M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(ÎLE-DE-FRANCE)
NOR : ASET1950023M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,
D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,
D'autre part,

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : ASET1950022M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(LA RÉUNION)
NOR : ASET1950006M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(LIMOUSIN)
NOR : ASET1950016M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 21 NOVEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(LORRAINE)
NOR : ASET1950021M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(MARTINIQUE)
NOR : ASET1950015M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(MIDI-PYRÉNÉES)
NOR : ASET1950020M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 19 JANVIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(NORD - PAS-DE-CALAIS)

NOR : ASET1950019M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,
D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,
D'autre part,

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 8 JANVIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(PAYS DE LA LOIRE)
NOR : ASET1950007M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(PICARDIE)
NOR : ASET1950008M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 JANVIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(POITOU-CHARENTES)
NOR : ASET1950018M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR)

NOR : ASET1950025M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

AVENANT DU 18 OCTOBRE 2018
À L'ACCORD DU 15 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2018
(RHÔNE-ALPES)
NOR : ASET1950017M
IDCC : 2332

Entre :
Syndarch ;
UNSFA,

D'une part, et
SYNATPAU CFDT ;
FG FO construction ;
FESSAD UNSA,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Un article 6 est ajouté :

« Les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord de salaire n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise, a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du second mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 18 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3041

Convention collective nationale
IDCC : 158. – TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS, DES SCIERIES,
DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS

ACCORD DU 20 SEPTEMBRE 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2018
(BROSSERIE)
NOR : ASET1950035M
IDCC : 158

Entre :
FFB,
D'une part, et
FNSCB CFDT ;
FG FO construction,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord concernent les personnels des entreprises de la branche « broserie » (code APE 32.91Z) :

(32.91Z : Fabrication d'articles de broserie : fabrication de balais, de pinceaux et de brosses, même constituant des parties de machines, de balais mécaniques pour emploi à la main, de balais à franges et de plumeaux, de brosses et de pinceaux à peindre, de rouleaux et de tampons à peindre, de raclettes en caoutchouc et d'autres brosses, balais, balayettes, etc. la fabrication de brosses à habits et à chaussures.)

Article 2

*Grille des salaires minima mensuels « Ouvriers et collaborateurs »
applicable au 1^{er} septembre 2018*

Les salaires minima mensuels applicables dans l'industrie de la broserie, pour un horaire mensuel de 151,67 heures sont fixés, au 1^{er} septembre 2018, aux valeurs suivantes en euros :

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
1	140	1 506 €
	150	1 545 €
	160	1 552 €

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
2	175	1 573 €
	185	1 585 €
	195	1 599 €
3	210	1 641 €
	225	1 700 €
	240	1 797 €
4	250	1 864 €
	270	2 005 €
	295	2 184 €
5	310	2 296 €
	330	2 432 €
	360	2 647 €

Article 3

*Grille des primes mensuelles d'ancienneté « Ouvriers et collaborateurs »
applicable au 1^{er} septembre 2018*

À compter du 1^{er} septembre 2018, la prime mensuelle d'ancienneté s'établit comme suit, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, pour les ouvriers et collaborateurs :

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ, EN EUROS, selon l'ancienneté				
	3/6 ans	6/9 ans	9/12 ans	12/15 ans	15 ans et +
140	33,53 €	67,08 €	100,62 €	134,16 €	167,69 €
150	33,76 €	67,53 €	101,29 €	135,07 €	168,83 €
160	34,00 €	67,97 €	101,97 €	135,97 €	169,95 €
175	34,34 €	68,69 €	103,03 €	137,37 €	171,71 €
185	34,50 €	69,00 €	103,51 €	138,02 €	172,52 €
195	36,43 €	72,87 €	109,30 €	145,73 €	182,17 €
210	39,23 €	78,47 €	117,70 €	156,92 €	196,16 €
225	42,04 €	84,05 €	126,10 €	168,11 €	210,14 €
240	44,83 €	89,66 €	134,48 €	179,31 €	224,13 €
250	46,72 €	93,45 €	140,18 €	186,89 €	233,62 €
270	50,46 €	100,91 €	151,36 €	201,81 €	252,27 €
295	55,12 €	110,23 €	165,35 €	220,47 €	275,58 €
310	57,91 €	115,83 €	173,74 €	231,65 €	289,58 €
330	61,65 €	123,28 €	184,94 €	246,58 €	308,23 €
360	67,27 €	134,55 €	201,81 €	269,09 €	339,55 €

Article 4

Grille des salaires minima mensuels « Cadres » applicable au 1^{er} septembre 2018

Pour les cadres, les appointements mensuels minima applicables dans l'industrie de la broserie sont fixés, au 1^{er} septembre 2018, aux valeurs suivantes :

POSITION	APPOINTEMENTS MENSUELS MINIMAUX Montants en euros
P I a	2 493 €
P I b	2 915 €
P I c	3 258 €
P II a	3 508 €
P II b	3 668 €
P II c	3 808 €
P III a	4 048 €
P III b	4 337 €

Article 5

Égalité salariale hommes-femmes

En application des dispositions des articles L. 2241-3, L. 2241-9, L. 2241-10, L. 2241-11 et L. 2241-12 du code du travail, les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des critères vérifiables.

Les entreprises doivent donc s'assurer, notamment à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu'il s'agit d'un même travail effectué dans une situation similaire ou d'un travail de valeur égale et à ancienneté et expériences égales.

Cette négociation vise à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 6

Dispositions diverses

6.1. Clause de sauvegarde

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec de dispositions ultérieures de nature législatives, réglementaires ou conventionnelles, ayant une incidence sur le présent accord, postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

6.2. Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

6.3. Adhésion

Toute organisation syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

6.4. Dénonciation. – Révision

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 8

Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

La politique salariale est considérée par les partenaires sociaux comme indépendante de la taille de l'entreprise employant lesdits salariés. Dès lors, le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises sans stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 20 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3037

Convention collective nationale
IDCC : 1921. – PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE

AVENANT N° 64 DU 27 NOVEMBRE 2018
RELATIF À LA GRILLE DES SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2019

NOR : ASET1950037M
IDCC : 1921

Entre :

CNHJ ;

UNHJ ;

HJF,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

SPAAC CFE-CGC ;

FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2019, la nouvelle grille des salaires s'établit comme suit :

La valeur du point dite « valeur de référence » est portée à 6,00 € ;

La valeur du point dite « valeur complémentaire » est de 5,90 € ;

La classification des salaires minima de la profession pour la durée légale du travail (151,67 heures mensuelles) est établie conformément au tableau ci-dessous.

(En euros.)

CAT.	COEF.	CLASSIFICATION	SALAIRE brut
1	262	Personnel d'entretien.	1 572,00
2	272	Personnel qui assure les travaux de bureau (photocopies, classement, affranchissement, accueil et autres tâches similaires). Appariteur – coursier	1 631,00

CAT.	COEF.	CLASSIFICATION	SALAIRE brut
3	278	Secrétaire (BEP). Personnel capable de contrôler les mentions essentielles d'un acte, de le mettre en forme, de le régulariser (répertoire). Connaissance de la bureautique et du traitement de textes, accueil, prise de rendez-vous. Secrétaire sous tutorat (d'une autre secrétaire et d'un associé), quelle que soit sa future fonction, ayant une bonne connaissance de la bureautique. Clerc significateur assermenté ayant moins de 5 ans d'ancienneté. Salarié qui se destine à la profession d'huissier, titulaire d'un master 1 de la faculté, qui ne suit pas encore les formations de l'École nationale de procédure.	1 666,40
4	282	Clerc significateur titulaire du CQP (*) de clerc significateur délivré par l'École nationale de procédure ou clerc significateur ayant plus de 5 ans d'ancienneté. Secrétaire, même poste que pour la catégorie 3, mais ayant obtenu le CQP (*) de secrétaire.	1 690,00
5	296	Clerc qui maîtrise la terminologie juridique, procède à l'ouverture des dossiers, assure le suivi des procédures et de la comptabilité des dossiers. Titulaire du master 1 en formation à l'École nationale de procédure. Aide comptable. Secrétaire gestionnaire de dossiers. Organise les procédures contentieuses et gère son portefeuille avec le soutien d'un autre salarié, mais sait gérer une relation client.	1 772,60
6	316	Clerc aux procédures titulaire du CQP (*) de clerc aux procédures délivré par l'École nationale de procédure. Employé assurant la comptabilité des dossiers ainsi que celle de l'étude. Personnel titulaire de l'ancien diplôme du 2 ^e cycle de l'École nationale de procédure. Secrétaire gestionnaire de dossiers confirmée. Sait entretenir, mais aussi faire évoluer une relation clientèle.	1 890,60
7	333	Clerc aux procédures ayant plus de 2 ans d'expérience après l'obtention du CQP (*) de clerc aux procédures délivré par l'École nationale de procédure, à quoi s'ajoutent des compétences particulières telles qu'être capable de recherches juridiques, de soutenir une argumentation juridique. Prise de titre, connaissance des procédures particulières, rôle de conseil auprès de la clientèle, ouverture des dossiers, comptabilité dossier voire générale. Personnel titulaire de l'ancien examen de fin d'étude de l'École nationale de procédure.	1 990,90
8	382	Clerc expert titulaire du CQP (*) de clerc expert délivré par l'École nationale de procédure. Clerc habilité aux constats tel que défini par l'article 1 ^{er} bis de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 modifié par la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 (D. n° 92-984 du 9 septembre 1992 modifié D. n° 94-299 du 12 avril 1994).	2 280,00
9	422	Titulaire de l'examen professionnel. Responsable de service.	2 516,00
10	480	Collaborateur direct du titulaire : juriste qualifié maîtrisant parfaitement la procédure civile.	2 858,20
Cadres			
11	540	Principal clerc : juriste qualifié remplissant les conditions pour être habilité aux constats, collaborateurs directs du titulaire maîtrisant parfaitement la procédure civile, la comptabilité des dossiers ainsi que la gestion comptable, administrative, sociale et humaine de l'étude.	3 212,20
12	640	Principal clerc : même définition que ci-dessus ayant au moins 10 ans d'expérience dans la fonction.	3 802,20
13	670	Huissier de justice salarié.	3 979,20
(*) Certificat de qualification professionnelle.			

Convention collective départementale

IDCC : 2126. – MÉTALLURGIE
(Gard et Lozère)
(27 décembre 1999)
(Bulletin officiel n° 2004-4 bis)
(Étendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

ACCORD DU 20 NOVEMBRE 2018
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2018

NOR : ASET1950036M
IDCC : 2126

Entre :
UIMM Gard Lozère,

D'une part, et

CFDT ;
CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les représentants ont décidé de fixer les rémunérations annuelles garanties (RAG) et la valeur du point servant de base de calcul à la prime d'ancienneté dans les conditions ci-après.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord concerne les entreprises de la métallurgie. Il s'applique sur les départements du Gard et de la Lozère.

Article 2

Rémunérations annuelles garanties (RAG)
à compter de l'année 2018

Des rémunérations annuelles garanties (RAG) ont été négociées et acceptées à partir de l'année 2018 pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié.

Les RAG sont fixées par un barème figurant en annexe du présent accord.

Ces RAG déterminent, sauf garantie légale ou conventionnelle plus favorable, la rémunération annuelle brute en dessous de laquelle aucun salarié occupant les fonctions définies par la grille de classification résultant de l'accord national visé à l'alinéa précédent ne pourra être rémunéré pour

un horaire de travail effectif de 151,67 heures par mois, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes (alternance, apprentissage).

Les RAG seront adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif lorsque celui-ci sera inférieur et devront supporter les majorations d'heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à l'horaire légal.

Les RAG ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les RAG ainsi déterminées englobent l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de salaires et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la convention collective ;
- prime de travail posté prévu par la convention collective ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres ou dangereux découlant à ce titre des dispositions de la convention collective ;
- prime et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- sommes constituant des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

S'agissant de rémunérations annuelles garanties, la vérification interviendra en fin d'année ou en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin de son contrat de travail.

Les valeurs prévues par le barème ci-joint sont applicables au *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement, d'une suspension du contrat de travail ou d'un départ de l'entreprise.

Article 3

Valeur du point

La valeur du point s'appliquant aux coefficients hiérarchiques de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié et permettant de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant de base au calcul des primes d'ancienneté est fixée à 5,04 € à compter du 1^{er} décembre 2018.

Les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers sont majorées de 5 %, celles des agents de maîtrise d'atelier de 7 %.

Elles s'entendent pour une durée de travail de 151,67 heures par mois. Les rémunérations minimales hiérarchiques qui découlent de cette valeur du point doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire effectif de chaque salarié et supporter, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Article 4

Absence de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 5

Dépôt légal

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives

dans les conditions prévues par l'article L. 2232-6 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Alès, le 20 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties au 1^{er} janvier 2018

Pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RAG
I	140	18 212
	145	18 232
	155	18 268
II	170	18 324
	180	18 410
	190	18 542
III	215	19 223
	225	19 548
	240	20 320
IV	255	20 980
	270	21 641
	285	23 358
V	305	26 101
	335	27 432
	365	28 753
	395	31 496

Convention collective départementale
IDCC : 1966. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Loiret)
(31 janvier 1997)
(Bulletin officiel n° 1997-7 bis)
(Étendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

AVENANT DU 30 NOVEMBRE 2018
RELATIF À L'INTERPRÉTATION DE L'ACCORD DU 5 JUILLET 2018
SUR LES RÉMUNÉRATIONS

NOR : ASET1950043M
IDCC : 1966

Entre :
UIMM Loiret Touraine,
D'une part, et
CFTC Loiret ;
FO Loiret ;
CFE-CGC Loiret ;
CFDT Loiret,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Une erreur matérielle a été commise dans la rédaction du dernier alinéa du préambule de l'accord du 5 juillet 2018 sur les rémunérations.

Cette erreur réside dans la stipulation selon laquelle l'accord du 5 juillet 2018 est applicable au personnel non cadre des « entreprises de la métallurgie d'Indre-et-Loire ». Même si elle ne génère pas de doute au regard du champ d'application convenu entre les signataires de l'accord, qui est circonscrit aux entreprises de la métallurgie du Loiret, il a été décidé de la corriger.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Interprétation des stipulations de l'accord

L'accord du 5 juillet 2018 sur les rémunérations a été conclu dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques du Loiret. Il s'applique à l'ensemble du personnel non-cadre des entreprises de la métallurgie du Loiret.

L'indication, figurant au dernier alinéa du préambule, selon laquelle l'accord du 5 juillet 2018 est applicable au personnel non-cadre des « entreprises de la métallurgie d'Indre-et-Loire » résulte d'une erreur de rédaction.

En conséquence, à la première phrase du dernier alinéa du préambule, il convient de lire, dès l'entrée en vigueur de l'accord du 5 juillet 2018, l'indication des « entreprises de la métallurgie du Loiret » en lieu et place de celle des « entreprises de la métallurgie d'Indre-et-Loire ».

Article 2

Formalités et extension

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent avenant interprétatif sera notifié à chacune des organisations représentatives.

En application de l'article D. 2231-2 du code du travail, le présent avenant interprétatif sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe des conseils de prud'hommes de Montargis et d'Orléans.

Le présent avenant interprétatif de l'accord du 5 juillet 2018 sur les rémunérations fera l'objet d'une demande d'extension selon l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à La Chapelle-Saint-Mesmin, le 30 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3269

Convention collective nationale
IDCC : 759. – POMPES FUNÈBRES

ACCORD DU 26 NOVEMBRE 2018
MODIFIANT L'ARTICLE 124.4 DE LA CONVENTION (DÉLÉGUÉS SYNDICAUX)

NOR : ASET1950040M
IDCC : 759

Entre :

FFPF ;

CPFM,

D'une part, et

FGT CFTC ;

INTERCO CFDT ;

SNESF ;

SNT CGT ;

UNSF FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux se sont accordés sur l'importance de la qualité des échanges dans les diverses négociations au sein des entreprises.

Avec l'objectif de poursuivre cette qualité, les fédérations patronales et les organisations syndicales se sont réunies les 11 septembre 2018, le 6 novembre 2018 et le 26 novembre 2018.

Au terme de cette négociation, l'accord suivant a été conclu.

Article 1^{er}

Champ d'application

L'article L. 2253-2 du code du travail, modifié par la loi n° 2018-217 du 29 mars 2018, précise :

« Dans les matières suivantes, lorsque la convention de branche ou l'accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large le stipule expressément, la convention d'entreprise conclue postérieurement à cette convention ou à cet accord ne peut comporter des stipulations différentes de celles qui lui sont applicables en vertu de cette convention ou de cet accord sauf lorsque la convention d'entreprise assure des garanties au moins équivalentes :

1° La prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels énumérés à l'article L. 4161-1 ;

2° L'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ;

3° L'effectif à partir duquel les délégués syndicaux peuvent être désignés, leur nombre et la valorisation de leur parcours syndical ;

4° Les primes pour travaux dangereux ou insalubres.

L'équivalence des garanties mentionnée au premier alinéa du présent article s'apprécie par ensemble de garanties se rapportant à la même matière.

Nota : conformément aux I et II de l'article 16 de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017, dans les matières mentionnées au présent article, les clauses des conventions et accords de branche, des accords professionnels et des accords interbranches conclues sur le fondement du deuxième alinéa de l'article L. 2253-3 dans sa rédaction antérieure à ladite ordonnance faisant obstacle à des clauses dérogatoires de conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement continuent de produire effet si un avenant confirme, avant le 1^{er} janvier 2019, la portée de ces clauses au regard de la convention ou de l'accord d'entreprise ou d'établissement. Les stipulations confirmant ces clauses s'appliquent aux accords étendus.

Dans les matières mentionnées au présent article, les clauses des conventions et accords de branche, des accords professionnels et des accords interbranches mentionnées par l'article 45 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 continuent de produire effet si un avenant confirme, avant le 1^{er} janvier 2019, la portée de ces clauses au regard de la convention ou de l'accord d'entreprise ou d'établissement. Les stipulations confirmant ces clauses s'appliquent aux accords étendus. »

Au sens de l'article L. 2253-2 du code du travail, les parties signataires conviennent par le présent accord de donner un caractère d'impérativité à l'article 124.4 de la convention collective nationale des pompes funèbres, cet article s'appliquant à toutes les entreprises régies par ladite convention.

L'article 124.4 de la convention collective nationale des pompes funèbres fixant le nombre de délégués syndicaux est concerné par cette modification du code du travail, à savoir :

Le nombre de délégués syndicaux est fixé, par entreprise, selon deux critères, à savoir, les effectifs et le nombre des succursales et bureaux.

Selon les effectifs :

- de 50 à 500 = 1 délégué ;
- de 501 à 1 000 = 2 délégués ;
- de 1 001 à 1 500 = 3 délégués ;
- de 1 501 à 2 000 = 4 délégués ;
- de 2 001 à 2 500 = 5 délégués ;
- de 2 501 à 3 000 = 6 délégués ;
- de 3 001 à 3 500 = 7 délégués ;
- de 3 501 à 4 000 = 8 délégués ;
- de 4 001 à 4 500 = 9 délégués ;
- de 4 501 à 5 000 = 10 délégués ;

etc.

Et selon le nombre de succursales et bureaux :

- de 150 à 250 = 1 délégué ;
- de 251 à 400 = 2 délégués ;
- au-delà de 400 = 3 délégués.

Article 2

Le présent accord sera mis à l'ordre du jour d'une réunion au début du 1^{er} trimestre 2021 en vue d'une évaluation et d'une renégociation.

Article 3

Dépôt

Le présent accord constituant un avenant à la convention collective nationale des pompes funèbres du 1^{er} mars 1974, sera, en application des articles L. 2231-6 et L. 2231-7, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, déposé à la direction générale du travail, et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris, 27, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 26 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 3219. – BRANCHE DES SALARIÉS EN PORTAGE SALARIAL
(22 mars 2017)**

(Étendue par arrêté du 28 avril 2017,
Journal officiel du 30 avril 2017)

AVENANT N° 5 DU 26 NOVEMBRE 2018
RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DU DIALOGUE SOCIAL ET À SON FINANCEMENT

NOR : ASET1950031M
IDCC : 3219

Entre :

PEPS,

D'une part, et

CGT ;

FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Vu la convention collective de la branche des salariés en portage salarial du 22 mars 2017 et de son article 6.3, les partenaires sociaux de la branche ont décidé de négocier l'accord suivant en vue de fixer le cadre du financement conventionnel du dialogue social, de la gestion des fonds et de leur répartition.

Cet accord ne porte pas sur le financement légal du dialogue social, géré par l'AGFPN.

Compte tenu de la nature de l'accord il n'y a pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises relevant de la convention collective nationale des salariés en portage salarial, exerçant leurs activités en France, y compris dans les DOM.

Article 2

Collecte et répartition des ressources

Les entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord versent une contribution conventionnelle de 0,01 % du montant de la masse salariale servant d'assiette à la contribution au financement de la formation professionnelle continue, destinée à assurer le financement du dialogue social.

Cette contribution est recouvrée par le biais de l'association paritaire prévue à l'article 4 du présent accord ou d'un autre opérateur qu'elle aura désigné.

Le montant de la collecte est réparti selon les modalités suivantes :

- une part A, à hauteur de 40 %, répartie à égalité entre les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au sein de la branche ;
- une part B, à hauteur de 40 %, répartie selon le résultat de leur mesure d'audience entre les organisations patronales reconnues représentatives au sein de la branche et à égalité faute de mesure d'audience ;
- une part C, à hauteur de 20 % pour financer des projets transverses à la branche prévus à l'article 3 et assurer le financement de l'association paritaire prévue à l'article 4. En cas de non-utilisation intégrale des ressources sur une année considérée, il est acté le principe de mise en réserve des reliquats.

Article 3

Utilisation des fonds

Concernant la partie salariale, les organisations syndicales de salariés utilisent leurs ressources :

- en développant l'action et la formation syndicales ;
- en développant, l'information et la sensibilisation des salariés sur les dispositions conventionnelles qui ont été négociées dans la branche professionnelle.

Concernant la partie employeurs, les organisations patronales utilisent leurs ressources :

- de manière à être, au niveau national, des structures de réflexion, d'anticipation, de conception des dispositions conventionnelles applicables aux entreprises incluses dans le champ d'application du présent accord, d'information, de conseil et d'accompagnement des chefs d'entreprises de portage salarial ;
- en accompagnant leurs adhérents dans la mise en œuvre d'un dialogue social de proximité, au sein de leurs entreprises.

Concernant la partie affectée à l'organisme gestionnaire paritaire prévu à l'article 4, les ressources sont utilisées pour :

- financer tout ou partie de ses frais de fonctionnement ;
- financer ou participer au financement de projets de branche, telles que des études ou toute autre initiative participant au développement de l'emploi et du dialogue social sur le secteur du portage salarial.

Article 4

Gestionnaire des fonds

Les partenaires sociaux investissent l'association paritaire dénommée « Observatoire paritaire du portage salarial (OPPS) » du rôle de collecteur et gestionnaire des fonds dont il est question dans cet accord de branche, sous réserve :

- de la mise en conformité de ses statuts à cet effet ;
- de la gestion de ces fonds dans un compte bancaire spécifique ;

- de la tenue d’une comptabilité analytique permettant un suivi de l’utilisation des fonds ;
- de produire un rapport annuel de l’utilisation de la part des fonds qui lui sont octroyés pour son fonctionnement et ses missions collectives.

La CPPNI est garante du suivi du fonctionnement de cette délégation.

Article 5

Durée. – Date d’entrée en application. – Révision. – Dénonciation

5.1. Le présent avenant entre en application le premier jour du mois suivant la parution au *Journal officiel* de l’arrêté ministériel d’extension.

5.2. Le secrétariat de la commission permanente paritaire de négociation et d’interprétation est mandaté pour demander l’extension du présent avenant au ministère en charge du travail.

5.3. Le présent avenant est déposé au greffe du conseil des prud’hommes de Paris en même temps qu’il est déposé au ministère pour demander son extension.

5.4. Le présent accord ou avenant peut être révisé dans les conditions définies par la convention collective.

5.5. Le présent avenant est conclu pour la même durée que la convention collective.

Fait à Paris, le 26 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3311

Conventions collectives nationales
**COMMERCE DE QUINCAILLERIE,
FOURNITURES INDUSTRIELLES,
FERS-MÉTAUX ET ÉQUIPEMENTS DE LA MAISON**

IDCC : 1383. – **Employés et personnel de maîtrise**

IDCC : 731. – **Cadres**

AVENANT DU 25 OCTOBRE 2018
MODIFIANT L'AVENANT DU 25 JANVIER 2018
RELATIF AUX SALAIRES CONVENTIONNELS MINIMA

NOR : ASET1950039M
IDCC : 731

Entre :

FFQ,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

UNSA CS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective a fixé une nouvelle condition à l'extension des conventions de branche ou des accords professionnels.

L'article L. 2261-23-1 du code du travail dispose que pour pouvoir être étendus, les conventions de branche ou les accords professionnels doivent, sauf justifications, comporter des stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, ou à défaut, justifier des raisons de leur absence.

Les parties ont conclu le 25 janvier 2018 un avenant sur les salaires conventionnels minima. À ce jour, cet accord n'a pas fait l'objet d'une extension par le ministère du travail ce qui conduit les parties à s'interroger sur les raisons de cette absence de décision.

Les parties craignent que cela ne soit dû à l'absence de stipulations expresses de leur accord relativement aux entreprises de moins de 50 salariés. Souhaitant accélérer l'extension de l'accord salaires,

les parties rappellent donc que l'accord conclu s'applique à toutes les entreprises, y compris les plus petites d'entre elles.

Tel est l'objet du présent avenant à l'avenant du 25 janvier 2018.

Les parties soussignées sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

L'article 4 de l'avenant du 25 janvier 2018 est complété par un deuxième et troisième alinéa :

« Les parties précisent qu'aucune stipulation spécifique n'est édictée concernant les entreprises de moins de 50 salariés tant au regard de la structure des entreprises de la branche comprenant majoritairement des entreprises de moins de 50 salariés (85 % d'entreprises de moins de 11 salariés selon le dernier rapport de branche) que de la thématique de l'avenant (salaires minima). »

À l'exception de cette précision, les stipulations de l'avenant du 25 janvier 2018 demeurent inchangées.

Article 2

À l'issue du délai d'opposition en vigueur, le présent avenant sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Les parties signataires conviennent de demander au ministre du travail l'extension du présent avenant.

Article 3

Le présent avenant, comme l'avenant auquel il s'intègre, est conclu pour une durée indéterminée.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Lyon, le 25 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3228

Convention collective nationale
IDCC : 637. – INDUSTRIES ET COMMERCE
DE LA RÉCUPÉRATION

ACCORD DU 4 OCTOBRE 2018
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2019

NOR : ASET1950032M
IDCC : 637

Entre :

FEDEREC,

D'une part, et

FO ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

CFTC FGT SNED,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

I. – Barème des salaires minima conventionnels

Les minima conventionnels issus de l'accord du 13 juin 2018 sont revalorisés de 1,9 % et sont donc modifiés selon l'annexe 1 ci-après.

La date d'application du nouveau barème est fixée au 1^{er} janvier 2019.

Pour vérifier que le niveau des garanties dudit barème est atteint, les entreprises devront s'assurer du respect de l'article 60.2 de la convention collective des industries et commerce de la récupération, relatif au salaire minimum professionnel.

II. – Égalité salariale entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux rappellent que les entreprises sont tenues de respecter le principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, notamment sur le sujet de l'égalité salariale.

Le panorama réalisé par la branche montre un déséquilibre des effectifs entre les hommes et les femmes. Les partenaires sociaux soulignent que l'industrie reste un secteur masculin malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics et la branche.

Ils souhaitent par conséquent poursuivre ce travail de fond sur les représentations et sur les mentalités afin de favoriser une meilleure égalité professionnelle à tous les niveaux.

III. – Modalités d'application et impérativité de l'accord

L'ensemble des dispositions du présent accord est impératif. Il ne pourra y être dérogé par accord d'entreprise que dans un sens plus favorable aux salariés.

IV. – Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés

S'agissant d'un accord de branche relatif à la grille conventionnelle de salaires et afin de garantir l'égalité de traitement entre salariés et entreprises, il n'est pas prévu de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

V. – Formalités de dépôt et de publicité

Le présent accord sera conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes conformément au code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 4 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3228

Convention collective nationale
IDCC : 637. – INDUSTRIES ET COMMERCE
DE LA RÉCUPÉRATION

AVENANT DU 4 OCTOBRE 2018
MODIFIANT L'AVENANT DU 9 DÉCEMBRE 2014
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE
NOR : ASET1950033M
IDCC : 637

Entre :
FEDEREC,
D'une part, et
FO ;
CFE-CGC ;
FGMM CFDT ;
CFTC FGT SNED,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier l'accord de prévoyance du 9 décembre 2014 et ses différents avenants.

Article 1^{er}

L'article 11.5 « Tableau des garanties santé », la garantie médecine alternative est modifiée comme suit :

« Article 11.5
Tableau des garanties santé »

Les prestations du tableau ci-dessous sont exprimées sous déduction des prestations de la sécurité sociale.

(Voir tableaux pages suivantes.)

Descriptif des garanties	Prestations (les remboursements exprimés en BR s'entendent sous déduction de ceux de la Sécurité sociale)	
	BASE OBLIGATOIRE	OPTION FACULTATIVE (sous déduction du régime de base)
. HOSPITALISATION		
Hospitalisation médicale et chirurgicale :		
. Frais de séjour	100 % de la BR	100 % de la BR
. Honoraires si adhérent OPTAM	150 % de la BR	150 % de la BR
. Honoraires si non adhérent OPTAM	130 % de la BR	130 % de la BR
. Chambre Particulière (y compris en maternité)	50 euros par jour	60 euros par jour
. Forfait Hospitalier	100 % des Frais Réels	100 % des Frais Réels
. Lit d'Accompagnant	50 euros par jour	60 euros par jour
. Forfait acte lourd	Pris en charge	Pris en charge
. PRATIQUE MEDICALE COURANTE		
. Consultation, visite d'un généraliste non adhérent OPTAM	100 % de la BR	100 % de la BR
. Consultation, visite d'un généraliste adhérent OPTAM	100 % de la BR	100 % de la BR
. Consultation, visite d'un spécialiste non adhérent OPTAM	130 % de la BR	130 % de la BR
. Consultation, visite d'un spécialiste adhérent OPTAM	150 % de la BR	150 % de la BR
. Soins d'auxiliaires médicaux, frais de déplacement	100 % de la BR	100 % de la BR
. Frais d'analyse et de laboratoire	100 % de la BR	100 % de la BR
. Actes de spécialité, petite chirurgie réalisés par un spécialiste non adhérent OPTAM	130 % de la BR	130 % de la BR
. Actes de spécialité, petite chirurgie réalisés par un spécialiste adhérent OPTAM	150 % de la BR	150 % de la BR
. Radiologie et Ostéodensitométrie prise en charge par la SS – Non adhérent OPTAM	130 % de la BR	130 % de la BR
. Radiologie et Ostéodensitométrie prise en charge par la SS – Adhérent OPTAM	150 % de la BR	150 % de la BR
. PHARMACIE		
. Frais pharmaceutiques remboursés par la SS	100 % de la BR ou du tarif forfaitaire de responsabilité	100 % de la BR ou du tarif forfaitaire de responsabilité
. TRANSPORT		
. Frais de Transport pris en charge par la SS	100 % de la BR	100 % de la BR
. DENTAIRE		
. Soins dentaires pris en charge par la SS	120 % de la BR	220 % de la BR
. Inlay core et inlay à clavette	180 % de la BR	230 % de la BR
. Prothèses dentaires prises en charge par la SS	360 % de la BR	410 % de la BR
. Inlay onlay pris en charge par la SS	360 % de la BR	410 % de la BR
. Orthodontie prise en charge par la SS	300 % de la BR	350 % de la BR
. Implant dentaire ⁽¹⁾	180 euros par implant	330 euros par implant

(1) Le pilier sur implant n'est pas remboursé au titre du contrat.

Descriptif des garanties	Prestations (les remboursements exprimés en BR s'entendent sous déduction de ceux de la Sécurité sociale)			
	BASE OBLIGATOIRE		OPTION FACULTATIVE (sous déduction du régime de base)	
. OPTIQUE				
EQUIPEMENT OPTIQUE (2 verres et une monture) Le remboursement est limité à un équipement optique par bénéficiaire tous les 2 ans. Le remboursement est limité à un équipement optique par an et par bénéficiaire pour les mineurs ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue.	Adultes et Enfants de 18 ans et plus	Enfants de moins de 18 ans	Adultes et Enfants de 18 ans et plus	Enfants de moins de 18 ans
. Monture	90 euros	80 euros	110 euros	100 euros
. Verre				
Verre simple sphérique avec sphère comprise entre - 6,00 et +6,00 dioptries	50 euros	40 euros	55 euros	45 euros
Verre simple sphéro cylindrique avec cylindre inférieur ou égal à +4,00 dioptries	50 euros	40 euros	55 euros	45 euros
Verre simple sphérique avec sphère hors zone de - 6,00 et +6,00 dioptries	85 euros	90 euros	125 euros	95 euros
Verre simple sphéro cylindrique avec cylindre supérieur à +4,00 dioptries	85 euros	90 euros	125 euros	95 euros
Verre progressif sphérique avec sphère comprise entre -4,00 et +4,00 dioptries	135 euros	110 euros	162,50 euros	115 euros
Verre progressif sphéro cylindrique avec sphère comprise entre -8,00 et +8,00 dioptries	150 euros	130 euros	190 euros	140 euros
Verre progressif sphérique avec sphère hors zone de -4,00 et +4,00 dioptries	135 euros	110 euros	162,50 euros	115 euros
Verre progressif sphéro cylindrique avec sphère hors zone de -8,00 et +8,00 dioptries	150 euros	130 euros	190 euros	140 euros
. Lentilles prises en charge ou non par la SS	260 euros par an et par bénéficiaire		280 euros par an et par bénéficiaire	
. Chirurgie réfractive (pour les deux yeux par an)	-		400 euros	

. APPAREILLAGE		
. Orthopédie et autres prothèses	125 % de la BR	125 % de la BR
. Prothèses auditives	125 % de la BR	125 % de la BR
. ALLOCATIONS FORFAITAIRES		
. Maternité	Allocation forfaitaire égale à 315 euros	Allocation forfaitaire égale à 315 euros
. ACTES HORS NOMENCLATURE *		
. MEDECINE ALTERNATIVE : Acupuncteur, Chiropracteur, Diététicien, Ergothérapeute, Etiopathe, Homéopathe, Méthode Mézières, Microkinésithérapeute, Nutritionniste, Ostéopathe, Pédicure, Podologue, Psychologue, Psychomotricien, Psychothérapeute, Réflexologue, Sophrologue.*	40 euros par séance dans la limite de 4 séances par an	40 euros par séance dans la limite de 4 séances par an
. Vaccins non pris en charge par la SS sur prescription médicale *	100 % des Frais Réels	100 % des Frais Réels
* Le remboursement de l'Institution du poste « Actes hors nomenclature » est limité à 160 euros par an et par bénéficiaire		

BR = Base de Remboursement de la Sécurité Sociale (restituée pour les actes non remboursés par la SS)
SS = Sécurité Sociale

Article 2

Ce présent avenant doit s'appliquer dans toutes les entreprises de la branche quel que soit leur effectif. Il n'y a donc pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés dans le cadre d'accord type au regard du fait que :

- la branche est très majoritairement composée d'entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 50 salariés ;
- le thème de négociation du présent avenant, à savoir la prévoyance complémentaire, ne peut donner lieu à des stipulations différentes selon l'effectif de l'entreprise. »

Article 3

Formalités administratives

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature.

À l'expiration du délai d'opposition prévu à l'article L. 2231-8 du code du travail, le présent avenant fera l'objet d'une procédure de dépôt.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

Sous réserve, en application des dispositions transitoires de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} janvier 2019.

Fait à Paris, le 4 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3151

Convention collective nationale
IDCC : 1316. – TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL

AVENANT N° 63 DU 20 NOVEMBRE 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : ASET1950041M
IDCC : 1316

Entre :
GSOTF ;
CAP France ;
CNEA,

D'une part, et
FS CFDT ;
UNSA sport 3S ;
SNEPAT FO,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet la fixation des minima conventionnels pour l'année 2019.

Le présent avenant modifie les dispositions de l'avenant n° 38 du 25 juillet 2001 et annule et remplace l'avenant n° 60 du 16 février 2017.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les partenaires sociaux, compte tenu de l'objet du présent avenant, choisissent de ne pas prévoir de dispositions particulières par taille d'entreprise.

Article 2

Modification de l'article 3.1 a de l'avenant n° 38

Le niveau A1 est supprimé, le niveau A2 devient le niveau A.

Par conséquent, l'article 3.1 a de l'avenant du 25 juillet 2001 est annulé et remplacé par les termes suivants :

« a) La grille de classifications comporte 7 niveaux ».

Article 3

Grille des salaires minimums conventionnels

La grille des minima conventionnels est modifiée comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	MINIMA CONVENTIONNELS
A	1 527
B	1 567
C	1 600
D	1 730
E	1 972
F	2 297
G	2 864

Les personnels positionnés en A1 et A2 sont fusionnés au niveau A.

Article 4

Modification de l'article 3.1 g de l'avenant n° 38

L'article 3.1 g de l'avenant susmentionné est annulé et remplacé par :

« Les salariés saisonniers en catégorie A bénéficient d'une majoration forfaitaire acquise lors du renouvellement du contrat et qui prend effet le premier jour du mois du contrat renouvelé.

Pour les salariés permanents en catégorie A, cette majoration forfaitaire est acquise après 6 mois d'ancienneté dans l'emploi dans l'entreprise.

Le montant de cette majoration forfaitaire est fixé à 18 € par rapport au salaire minimum conventionnel de catégorie A prévu dans la grille de l'article 3 du présent avenant. »

Article 5

Dispositions relatives à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes

Conformément à l'article L. 2241-8 du code du travail, les partenaires sociaux souhaitent insister sur la nécessité, à l'occasion de la mise en œuvre de cet accord dans les entreprises, d'examiner les éventuelles disparités de salaire entre les femmes et les hommes afin de pouvoir les réduire ou les supprimer.

Article 6

Dispositions relatives à l'entrée en vigueur du présent avenant

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

À l'expiration du délai d'opposition prévu à l'article L. 2231-8 du code du travail, le présent avenant fera l'objet d'une procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 20 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3281

Convention collective nationale
IDCC : 1821. – PROFESSIONS REGROUPÉES DU CRISTAL,
DU VERRE ET DU VITRAIL

ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUIN 2018

NOR : ASET1950038M
IDCC : 1821

Entre :

FCVMM,

D'une part, et

FCE CFDT ;

Fédéchimie FO ;

CFE-CGC chimie ;

CMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord, établi suite aux négociations annuelles obligatoires dans le cadre de la branche IDCC 1821, ne s'applique uniquement aux entreprises relevant de l'annexe B de la convention collective telle que définie par l'accord du 30 juin 2017 relatif à la fusion des branches professionnelles de la fabrication du verre à la main semi-automatique et mixte, de l'union des chambres syndicales des métiers du verre, de la verrerie travaillée mécaniquement au chalumeau et de l'industrie du vitrail.

Il porte donc exclusivement sur les salaires applicables dans les entreprises relevant du champ intitulé, avant la fusion, « industrie du vitrail. »

Article 1^{er}

Salaire minimum garanti

Le salaire horaire K 130 est fixé à 9,88 €.

La valeur du point complémentaire est fixée à 6,66 €.

Les salaires minima garantis (en euros) sont revalorisés comme définis dans la grille ci-dessous :

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	CALCUL	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	130	$9,88 \times 151,67$	1 498,47
II	155	$1\,498,47 + (6,66 \times 25)$	1 664,97
III	175	$1\,498,47 + (6,66 \times 45)$	1 798,17
IV	195	$1\,498,47 + (6,66 \times 65)$	1 931,37
V	220	$1\,498,47 + (6,66 \times 90)$	2 097,87
VI	260	$1\,498,47 + (6,66 \times 130)$	2 364,22
VII	310	$1\,498,47 + (6,66 \times 180)$	2 697,27
VIII	400	$1\,498,47 + (6,66 \times 270)$	3 296,67

Article 2

Égalité salariale

Il est rappelé que les partenaires sociaux sont convenus, à l'article 2.5 de l'accord de fusion des branches du 30 juin 2017, de mener des négociations sur l'égalité professionnelle. Ces négociations seront engagées courant du second semestre 2018 sur la base d'un panorama social en cours d'élaboration, lequel comporte des indicateurs permettant d'identifier les éventuels écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

Il en résultera un accord qui réaffirmera l'obligation pour les employeurs d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Par ailleurs, les parties s'y engageront à respecter un ensemble de mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes étant entendu que le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois dans les entreprises.

Cet accord s'appliquera à l'ensemble des entreprises relevant du champ conventionnel IDCC 1821 quelles que soient leurs conventions collectives d'origine ante-fusion.

Article 3

Situation des entreprises de moins de 50 salariés

Le présent accord porte sur la valorisation de valeurs d'application générale qui s'imposent aux parties quelle que soit la taille des entreprises. Il est néanmoins relevé que l'ensemble des entreprises relevant de l'annexe B de la convention collective IDCC 1821 sont des ateliers et manufactures de moins de 50 salariés.

Article 4

Durée du présent accord

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1^{er} juin 2018.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Force obligatoire des dispositions du présent accord

Il ne peut être dérogé, dans un sens défavorable au salarié, à une quelconque des dispositions du présent accord.

Article 6

Publication. – Extension

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par les dispositions réglementaires visées à l'article L. 2231-6 du code du travail. Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Article 7

Dénonciation. – Révision

Le présent accord peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-10 et suivants du code du travail.

Il peut être révisé conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 dudit code.

Fait à Paris, le 15 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3029

Convention collective nationale
IDCC : 493. – VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS,
SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE

ACCORD DU 25 SEPTEMBRE 2018
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE B.148 CDD SAISONNIERS
NOR : ASET1950042M
IDCC : 493

Entre :

UMC,

D'une part, et

CGT Champagne ;

FO Champagne ;

CFDT Champagne ;

SNCEA CFE-CGC GE,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article B.148 – CDD saisonniers de la convention collective du champagne est modifié et remplacé par le texte ci-dessous :

« Ont un caractère saisonnier, les tâches normalement appelées à se répéter chaque année à des dates à peu près fixes, en fonction du rythme des saisons ou des modes de vie collectifs. Certaines tâches liées aux travaux viticoles ou aux réception-visites en sont des exemples.

En application des articles L. 1244-2-1 et L. 1244-2-2 du code du travail et sous la double réserve que ses dispositions soient toujours en vigueur et que les vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux et liqueurs de France soient considérés comme une branche où l'emploi saisonnier est particulièrement développé :

- les durées des contrats de travail à caractère saisonnier successifs dans une même entreprise sont cumulées pour le calcul de l'ancienneté, y compris lorsqu'ils ont été interrompus par des périodes sans activité ;
- un salarié saisonnier ayant réalisé deux mêmes saisons sur 2 années consécutives sur le même emploi dans la même entreprise, bénéficie d'un droit à la reconduction de son contrat sur le même emploi pour la même saison de l'année suivante, sous réserve que l'employeur dispose d'un tel emploi à pourvoir. Ce droit ne bénéficie pas aux salariés saisonniers employés pour la réalisation des travaux de vendanges ou annexes à celles-ci (cueilleurs, pressureurs, transporteurs, cuisiniers, etc.).

À l'échéance de son contrat, le salarié concerné est informé par écrit :

- du motif dûment fondé qui s'oppose à la reconduction de son contrat ;
- ou du droit à la reconduction de son contrat sur le même emploi pour la même saison de l'année suivante. Le cas échéant, il fait immédiatement connaître par écrit sa disponibilité à l'employeur.

À défaut de l'avoir fait à l'échéance de son contrat, le salarié concerné informe l'employeur, au plus tard 2 mois avant le début prévisible de la même saison suivante, qu'il est disponible pour pourvoir à un même emploi saisonnier, compatible avec ses aptitude et qualification, dont l'employeur pourrait disposer :

- s'il a un tel emploi à pourvoir, l'employeur le propose au salarié qui lui fait part de sa réponse. À défaut d'avoir pu contacter le salarié, l'employeur lui envoie un courrier, à sa dernière adresse connue, en indiquant le délai dans lequel, à défaut de réponse de sa part, le droit à reconduction sera caduc et le salarié ne pourra plus s'en prévaloir ;
- si l'employeur ne dispose pas d'un tel emploi à pourvoir, l'employeur en informe le salarié par écrit.

En cas de reconduction du contrat sur le même emploi pour la même saison de l'année suivante, le nouveau contrat de travail ne prévoit pas de période d'essai.

En cas de manquement de l'employeur à son obligation de proposition de l'offre d'emploi, le salarié pourra prétendre à une indemnité minimale de 1 mois de salaire (dans la limite de la durée du précédent contrat ouvrant droit à reconduction), le salaire à prendre en compte étant le salaire moyen perçu lors de la saison précédente. »

Fait à Reims, le 25 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165190020-000119

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
